

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/C/W/95

13 octobre 1997

(97-4431)

Conseil du commerce des marchandises

Original: anglais

ELEMENTS A PRENDRE EN CONSIDERATION LORS DE L'EXAMEN MAJEUR DE LA MISE EN OEUVRE DE L'ACCORD SUR LES TEXTILES ET LES VETEMENTS (ATV)

Communication de Hong Kong, Chine¹

La Mission permanente de Hong Kong, Chine a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après pour distribution aux Membres.

1. Pour cet examen majeur de l'ATV, l'accent devrait être mis sur le mot "majeur". La durée de validité de l'ATV est de dix ans seulement, période pendant laquelle le Conseil du commerce des marchandises est chargé de procéder à trois examens majeurs. Le dernier de ces examens sera effectué peu avant l'intégration définitive, complète et irrévocable du secteur des textiles et des vêtements dans le cadre du GATT de 1994. Pour éviter tout problème qui pourrait se poser autrement lors de cette dernière étape, le Conseil du commerce des marchandises doit s'assurer au cours des deux examens majeurs intermédiaires que la mise en oeuvre de l'ATV progresse bien. Le premier examen majeur de l'ATV est une des deux seules occasions que le Conseil du commerce des marchandises aura non seulement de vérifier les progrès accomplis mais aussi, le cas échéant, de prendre des mesures correctives en temps voulu pour faciliter l'intégration complète qui interviendra dans sept ans.

2. L'examen majeur a un double but. Premièrement, le Conseil du commerce des marchandises est chargé de surveiller le fonctionnement et la mise en oeuvre de l'ATV. L'examen majeur représente un élément important de cette tâche et sa réalisation est facilitée par le rapport général présenté par l'OSpT. Deuxièmement, le Conseil du commerce des marchandises est tenu, à la lumière de cet examen, de prendre les décisions qu'il juge appropriées pour faire en sorte que l'équilibre des droits et obligations établis par l'ATV ne soit pas compromis. Il en résulte que l'examen majeur doit être suffisamment large pour que le Conseil du commerce des marchandises puisse déterminer s'il a été porté gravement atteinte à l'équilibre des droits et obligations établis par l'ATV ou s'il existe un risque réel à cet égard.

3. Le rapport général de l'OSpT est une contribution utile à l'examen majeur. Il ne contient pas de recommandations concrètes, mais son objectivité témoigne au moins de l'amélioration du fonctionnement de l'OSpT depuis la Conférence ministérielle de Singapour. Nous aimerions féliciter l'OSpT pour la qualité accrue de ses rapports et l'attention plus soutenue accordée aux préoccupations des Membres exportateurs ainsi que des Membres importateurs. Quelle que soit l'utilité du rapport général, il ne saurait se substituer à l'examen majeur, qui devrait avoir une portée beaucoup plus large, comprenant au besoin la réalisation de nouvelles études au-delà de 1997.

¹Distribuée à l'origine sous forme de note informelle à la réunion du Conseil du commerce des marchandises du 6 octobre 1997.

4. Le rapport général indique que, pour l'essentiel, les obligations formelles énoncées dans l'ATV sont respectées, même si le recours à l'OSpT et au mécanisme de règlement des différends a été nécessaire dans un certain nombre de cas. Il soulève toutefois des questions que le Conseil du commerce des marchandises doit examiner de manière plus approfondie.

5. Le rapport général traite tout d'abord de l'intégration et établit une distinction entre les Membres qui ont maintenu des restrictions au titre de l'AMF et les autres Membres, soulignant que c'est sur les premiers que l'intégration a le plus d'incidence. A part une erreur de caractère technique qui a été décelée par le BITV et que le Membre concerné devrait corriger, il apparaît que les programmes d'intégration pour les étapes 1 et 2 exécutés et notifiés par les Membres maintenant des restrictions au titre de l'AMF ont satisfait aux dispositions spécifiques de l'article 2:6 et 2:8 a).

6. Toutefois, pour procéder à un examen majeur, le Conseil du commerce des marchandises doit faire une évaluation plus générale du processus d'intégration et ne pas simplement déterminer si des dispositions spécifiques sont respectées. Les droits et obligations établis par l'ATV vont plus loin que cela. Dans le cadre de l'OMC, l'objectif de l'ATV est la libéralisation du commerce et l'ATV stipule que cette libéralisation devrait être réalisée de manière progressive. Il est donc capital que le Conseil du commerce des marchandises évalue dans quelle mesure les programmes d'intégration pour les étapes 1 et 2 des Membres maintenant des restrictions au titre de l'AMF ont contribué à la libéralisation progressive du commerce. Ce devrait être un thème essentiel de l'examen majeur, un des éléments décisifs pour déterminer si l'ATV est sur la bonne voie.

7. Le rapport général indique que les produits destinés à être intégrés sont essentiellement des produits à moindre valeur ajoutée tels que les peignés, filés et tissus, et ne comprennent que dans une faible proportion des articles confectionnés et des vêtements, et que, par ailleurs, très peu de limitations ont été éliminées. En outre, la part des produits intégrés est nettement plus faible si l'on considère la valeur et non le volume des échanges, le commerce intégré est davantage composé d'importations en provenance de pays développés que d'importations en provenance de pays en développement et la part des produits soumis à limitation dans le commerce intégré n'est que de 1 à 3 pour cent pour les trois principaux Membres concernés.

8. Certes, quelques Membres ont mis en oeuvre des éléments de leurs programmes d'intégration plus tôt que prévu, conformément à l'article 2:10, et/ou ont éliminé des restrictions au titre de l'article 2:15, mesures qui vont manifestement dans la bonne direction. Mais globalement, et en particulier en ce qui concerne les deux principaux Membres maintenant des restrictions au titre de l'AMF, il ne ressort pas clairement que les programmes d'intégration pour les étapes 1 et 2 ont sensiblement contribué à la libéralisation progressive du commerce. Ce point doit être précisé par le Conseil du commerce des marchandises lors de son examen majeur.

9. Le rapport général aborde un autre aspect de la mise en oeuvre des dispositions relatives à l'intégration. L'OSpT estime, et nous partageons son avis, que cette mise en oeuvre suppose que les Membres assurent un ajustement structurel continu et une concurrence accrue sur leurs marchés comme il est reconnu à l'article 1:5. Il fait état de l'absence de renseignements sur ce qui a été fait en la matière et pense qu'il serait utile d'avoir une meilleure idée des progrès et des tendances en matière d'ajustement industriel autonome, comme le prévoit l'article 1:5. Cela devrait être un élément essentiel de l'examen majeur. Alors que trois des dix années de la période d'élimination progressive se sont déjà écoulées et que les programmes d'intégration couvrant la totalité de la période d'élimination progressive sauf les trois dernières années sont déjà en place, il ne faut pas laisser l'ajustement structurel prendre du retard, car tous les textiles et les vêtements seront intégrés dans le cadre du GATT de 1994 le 1er janvier 2005 quoi qu'il arrive. S'il est vrai que pour certains Membres, les programmes d'intégration concernant les sept premières années d'application de l'ATV ne contribuent pas de manière sensible à la libéralisation progressive du commerce, un ajustement industriel autonome et une concurrence

accrue sur leurs marchés sont alors d'autant plus nécessaires. Ce point devrait faire partie de l'évaluation globale requise pour l'examen majeur.

10. Les mesures prises dans le cadre de l'ATV n'ont pas toutes favorisé la libéralisation. En fait, plusieurs d'entre elles ont été de nature protectionniste. Il convient de mentionner surtout, à cet égard, l'application du mécanisme de sauvegarde transitoire. Il est prévu que celui-ci devrait être appliqué avec la plus grande modération possible. En un sens, cette disposition a été respectée: deux Membres seulement ont eu recours à l'article 6. Mais le rapport général indique qu'un Membre a engagé pas moins de 26 actions de sorte que l'on peut se demander si le Membre en question a eu recours à l'article 6 avec la plus grande modération possible. La plupart de ces actions ont abouti à des limitations dont il a été constaté qu'elles n'étaient pas justifiées. Non seulement l'article 6 n'a pas été invoqué avec la plus grande modération possible, mais des obligations importantes énoncées à l'article 6 n'ont pas été respectées. Même si, depuis 1995, il y a eu une nette diminution des recours à l'article 6, de nouvelles actions sont encore engagées. Le déclenchement d'une action perturbe les échanges alors que l'application de limitations leur porte préjudice. Les mesures de sauvegarde en vigueur devraient être de caractère transitoire et ainsi ne pas affecter le processus global d'intégration, mais le préjudice qui a été et qui est causé doit être pris en compte dans l'évaluation globale de la libéralisation progressive du commerce. Compte tenu de ce préjudice, d'une part, et du peu d'avantages réels découlant de l'intégration, d'autre part, il reste à savoir si, au total, l'ATV a eu jusqu'ici un quelconque effet bénéfique sur le commerce.

11. Parmi les autres mesures qui n'ont pas favorisé la libéralisation, il y a les mesures antidumping concernant des produits déjà soumis à limitation, la modification des dispositions administratives régissant la mise en oeuvre des limitations, notamment les règles d'origine, et les mesures anticontournement, en particulier la mise en place de nouvelles limitations. De telles mesures risquent, en partie du moins, de compromettre les objectifs de l'ATV et elles doivent être surveillées de près par l'organe approprié. Par exemple, dans le cas d'une mesure relevant de l'article 5:4, il appartient à l'OSpT de s'assurer qu'elle est pleinement justifiée.

12. Nous avons indiqué quelques-uns des éléments auxquels, à notre avis, il faut accorder une attention particulière dans le cadre d'une évaluation globale des progrès accomplis aux fins de l'examen majeur.

Nous pensons qu'il faudrait mettre nettement l'accent sur l'intégration, à savoir la mesure dans laquelle les programmes d'intégration contribuent à la libéralisation progressive du commerce.

Nous espérons aussi qu'il y aura un débat approfondi sur l'effet des mesures de sauvegarde transitoires et des autres mesures protectionnistes sur la libéralisation globale. Ce débat devrait aller de pair avec l'examen du degré de concurrence accrue et d'ajustement industriel autonome, et d'autres questions découlant de la mise en oeuvre de l'ATV.

13. Une telle évaluation globale est nécessaire avant que le Conseil du commerce des marchandises puisse déterminer si l'ATV est ou non sur la bonne voie et quelles décisions il devrait prendre pour faire en sorte que l'équilibre des droits et obligations établis par l'ATV ne soit pas compromis. Sans vouloir anticiper le résultat de l'évaluation globale, une de ces décisions pourrait être de mettre en place au Conseil du commerce des marchandises un processus plus structuré et continu pour assurer la surveillance de la mise en oeuvre de l'ATV.